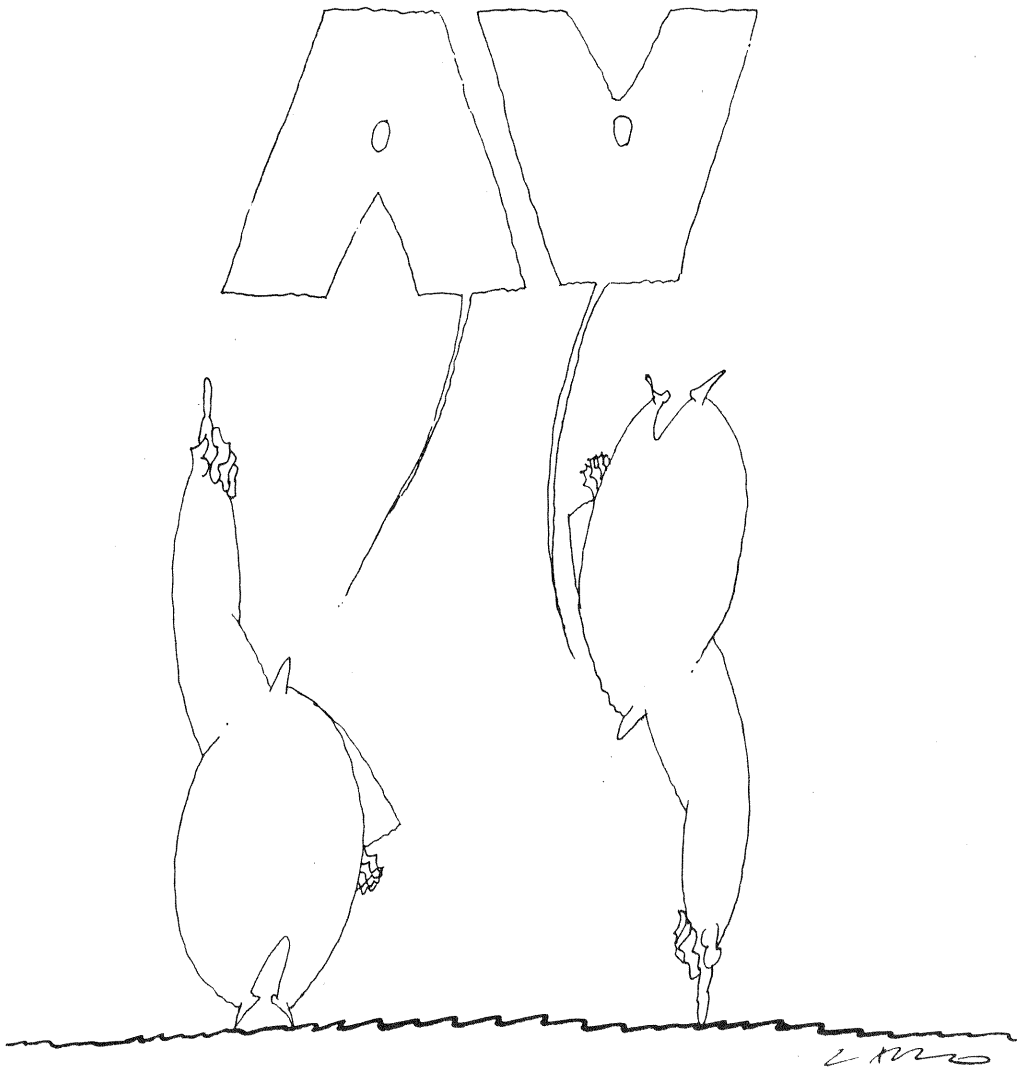




Carlo Schmitz

La situation des élèves étrangers dans le secondaire

La présence de plus en plus nombreuse d'élèves étrangers dans un système scolaire luxembourgeois qui n'en tient pratiquement pas compte a fait l'objet de plus d'un dossier et article dans "forum". Rappelons seulement les dossiers consacrés à l'enseignement des langues à l'école primaire (n° 44/1980) ou celui débattant de la place de la langue maternelle dans l'enseignement primaire (n° 61/1983) ou de longs articles sur les problèmes scolaires des enfants

portugais (n° 135/1992) ou sur les nouveaux abécédaires (n° 137/1992). De tels dossiers ont même conduit à un débat d'orientation à la Chambre des Députés, mais le ministère de l'Education nationale (MEN), de 1981 à 1988, s'est plutôt distingué par son immobilisme sur ce plan-là. Depuis 1989 son nouveau titulaire a cherché à faire bouger les choses sur le terrain (cf. l'interview avec M. Marc Fischbach in "forum" n° 121/1990). En automne 1991, il a

Assurer des chances égales de réussite à tous les enfants constitue donc un défi national que l'ensemble de la société luxembourgeoise doit relever: il va bien au-delà de ce que peut faire l'école.

publié un catalogue de 40 mesures visant une meilleure intégration des enfants d'origine étrangère dans l'école luxembourgeoise, accompagné d'un calendrier de réalisation. Au niveau de l'enseignement primaire certaines mesures ont été effectivement prises, mais les responsables se heurtent encore trop souvent à l'immobilisme des administrations communales, dont l'autonomie peut constituer un sérieux frein dans ce domaine (cf. "forum" n° 138/1992, p. 9s.), et au manque de coopération de certains inspecteurs.

On a beaucoup moins parlé, y compris dans "forum", de l'intégration des élèves d'origine étrangère dans l'enseignement postprimaire: classique, technique, complémentaire et aujourd'hui préparatoire. Pourtant le ministre avait prévu aussi des mesures à ce niveau-là, comme nous le rappelle dans le présent dossier Siggy Koenig, attaché au MEN. "forum" s'est donc penché sur ces ordres d'enseignement avec d'autant plus de curiosité que les premiers élèves ayant profité d'expériences d'intégration et d'appui à l'école primaire ont entre-temps atteint les portes des lycées.

Dans un premier article Fernand Fehlen analyse la présence portugaise dans l'enseignement secondaire classique (ES) et technique (EST). Discutant critères nationaux et sociaux il postule que leurs problèmes scolaires ne sont donc pas seulement d'origine nationale, mais encore dus à l'appartenance sociale de ces familles. En ce sens leur réussite ou échec scolaire est un critère pour mesurer l'(in)égalité générale des chances offertes par le système scolaire luxembourgeois. Il montre donc comment ce système continue à fonctionner comme instrument de sélection sociale. Malheureusement, des recherches courageuses comme l'étude MAGRIP (1977) ne sont plus entreprises et le service des statistiques du MEN ne récolte plus de statistiques sur l'origine sociale des élèves, sans doute de peur de devoir regarder les réalités en face. Aussi avons-nous intégré au dossier un extrait remanié d'une étude de Claudia Hartmann, élaborée dans le cadre du programme des CE de lutte contre la pauvreté, analysant les effets de la politique de réforme du MEN sur la scolarisation des milieux défavorisés, dont les enfants étrangers, et les causes des déficits persistants du système scolaire luxembourgeois, malgré ces réformes.

Dans une interview Siggy Koenig développe les intentions et lignes d'action du MEN dans le domaine de l'intégration des étrangers, essentiellement à l'EST, mais aussi à l'ES. Jean Wagner présente les principales classes spéciales qui fonctionnent dans divers lycées techniques à l'intention de ces élèves qui sont loin de constituer un groupe homogène. Pia Reimen et Alex Reuter présentent l'expérience du Lycée Hubert-Clement d'Esch, le seul lycée secondaire classique où fonctionne, à notre connaissance, une initiative d'appui en allemand pour élèves romanophones. Un rapport sur une expérience

semblable à l'école privée Fieldgen manque malheureusement, à cause d'un malentendu à l'intérieur de notre rédaction. Nous espérons pouvoir le présenter à nos lecteurs au printemps prochain. Netty Maas réfléchit sur la finalité de l'enseignement de l'allemand dans les classes pour élèves romanophones.

Ce qu'on vient de dire des statistiques sociales ignorées du MEN est vrai aussi pour les différents lycées. Un enseignant avait l'intention d'élaborer, en vue de ce dossier, avec ses élèves, dans le cadre du cours d'initiation aux nouvelles technologies, dans le lycée de la capitale qui compte le plus grand nombre d'élèves étrangers, une étude sur l'interférence des facteurs nationaux et sociaux sur l'échec scolaire, mais son directeur a refusé de lui communiquer les données (anonymes) de base. Lui aussi préfère sans doute ignorer le problème: on n'a pas alors besoin d'y chercher une solution.

La rédaction a bien conscience que les réformes structurelles pour faciliter une intégration des élèves d'origine étrangère ne suffisent pas, que des réformes portant sur le contenu des cours, sur les objectifs pédagogiques doivent les compléter, dans le sens d'une approche interculturelle de l'enseignement et de la réalité sociale. Netty Maas en parle déjà dans son article sur l'enseignement de l'allemand qui poursuit des objectifs radicalement différents selon le type d'élève. Le dossier se clôt sur l'analyse d'un manuel scolaire qui - exception rare et à première vue louable - traite l'immigration dans un chapitre spécial, mais l'auteur, Antoinette Reuter, en vient à se demander s'il ne vaudrait pas mieux traiter les élèves étrangers comme les autres, sans en faire un cas spécial, facilement ségrégationniste.

Une chose est sûre, et le rédacteur de "forum" peut se rallier à un passage des dites 40 mesures du MEN en faveur d'une meilleure intégration des enfants étrangers: "La réussite scolaire et sociale ne dépend pas uniquement - ni même majoritairement - des mesures de scolarisation. Des problèmes d'emploi, de logement, de santé et autres empêchent souvent les parents de gérer la scolarisation de leurs enfants dans des conditions satisfaisantes. Cela vaut autant pour les parents d'origine étrangère que pour les parents luxembourgeois rencontrant le même type de difficultés. Assurer des chances égales de réussite à tous les enfants constitue donc un défi national que l'ensemble de la société luxembourgeoise doit relever: il va bien au-delà de ce que peut faire l'école. Abandonnée à elle-même, l'école ne sera finalement pas capable de garantir à chacun l'égalité des chances à laquelle il aurait droit d'aspirer."

Fernand Fehlen analyse dans l'article qui suit ce qu'il en est de ce concept d'égalité des chances. Il est clair que ce débat doit dépasser le cadre des seuls milieux scolaires et que ce dossier de "forum" s'adresse donc à toute la société civile et politique.

m.p.